



Paris, le 20/04/2018

L'État adopte sa propre messagerie instantanée sécurisée

D'ici l'été 2018, l'État disposera de sa propre messagerie instantanée, alternative aux applications WhatsApp et Telegram.

Elle garantira des **échanges sécurisés**, chiffrés de bout en bout, sans dégradation de l'expérience utilisateur. Elle sera compatible avec n'importe quel terminal mobile ou poste de travail, d'État ou personnel. En effet jusqu'à maintenant l'installation des applications comme WhatsApp ou Telegram n'était pas possible sur les téléphones mobiles professionnels ce qui ne permettait pas une fluidité parfaite de l'information et des partages de documents.

Piloté par la **direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC)**, le projet reçoit les contributions de **l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI)**, des DSI du **ministère des Armées** et du **ministère de l'Europe et des affaires étrangères**.

L'outil développé s'appuie sur un **logiciel open source** (Riot) qui implémente un **standard ouvert** (Matrix). Porté par une startup Franco-Britannique (New Vector), et bénéficiant de nombreuses contributions, ce standard d'échanges de messages instantanés a déjà retenu l'attention d'autres États tels que les **Pays-Bas** et le **Canada**, avec qui la DINSIC collabore étroitement.

Le standard Matrix et son logiciel open source sont également utilisés par des acteurs privés tel que Thalès, ce qui a conduit les équipes à se rapprocher pour garantir l'interopérabilité des outils et coopérer dans le développement du logiciel libre source.

Après 3 mois de développement pour un coût très limité, cet outil est en cours d'expérimentation au sein du Secrétariat d'État au Numérique, de la DINSIC et dans les DSI de différents ministères. Il devrait être déployé au courant de l'été dans les administrations et les cabinets.

« Avec cette nouvelle solution française, l'État montre sa capacité à travailler en mode agile pour répondre à des besoins concrets en utilisant des outils en open source et à très faible coût de développement. Le partage d'informations de manière sécurisée est essentiel à la fois pour les cabinets mais aussi pour avoir un dialogue plus fluide avec les administrations. », Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du Numérique.

Contact presse DINSIC

Rachel Wadoux 01.71.21.11.98 - 06.34.21.55.48 / rachel.wadoux@modernisation.gouv.fr